

## La Stratégie de Financement non Conventionnel et son Impact Socio-économique en Algérie

### The Unconventional Financing Strategy and its Socio-Economic Impact in Algeria

**Safia ZOURDANI**

Université Mouloud MAMMARI de Tizi-Ouzou, Algérie

safiazourdani@hotmail.fr

**Received:** 14/09/2018

**Accepted:** 01/01/2019

**Published:** 23/01/2019

#### Résumé

L'objectif de cet article est l'analyse de la stratégie adoptée par les autorités algériennes suite à la mise en place du financement non conventionnel au profit du Trésor public et ce, pour pallier au manque de liquidité dans un contexte de crise financière, induite par la chute du prix des hydrocarbures en 2014 où le recours à l'endettement extérieur était écarté.

A partir des résultats obtenus, nous avons déduit que ce nouveau modèle de croissance à travers l'amendement de la loi sur la monnaie et le crédit (*17-10 du 11/10/2017*), évitera l'arrêt du processus de développement économique et social. Cependant, plusieurs défis doivent être relevés et qui consistent à la stimulation de la concurrence entre les entreprises avec un rôle accru du secteur privé pour stimuler la croissance économique.

**Mots clés:** crise financière, financement non conventionnel, réformes socio-économiques, planche à billets, banque centrale.

**Classification JEL:** H61, H62, H68

#### Abstract

The objective of this article is the analysis of the strategy adopted by the Algerian authorities following the introduction of unconventional lack

**Auteur correspondant:** Safia ZOURDANI, **Email:** safiazourdani@hotmail.fr.

of liquidity in a context of financial crisis, induced by the fall in the price of hydrocarbons in 2014 when the use of external debt was ruled out.

From the results obtained, we have deduced that this new growth model through the amendment of the law on money and credit (17-10 of 11/10/2017), will avoid stopping the economic development process and social. However, there are several challenges that need to be addressed, which include stimulating competition among businesses with an increased role for the private sector to stimulate economic growth.

**Keywords:** financial crisis, unconventional financing, socio-economic reforms, printing press, central bank.

**JEL Classification:** H61, H62, H68.

## 1. INTRODUCTION

La situation économique et sociale de l'Algérie est marquée ces dernières années, essentiellement par l'épuisement des fonds de régulation des recettes (FRR) et le recul drastique des réserves de change de 200 milliards de \$ US en 2014 pour s'établir à 96 milliard \$ US en 2017. (MOUHOUBI, 2009), atteste que certes, des efforts considérables ont été déployés par les pouvoirs publics, notamment la réconciliation nationale depuis 1999 pour apaiser les tensions sociales, nées de la décennie noire et l'effacement de la dette extérieure du pays évaluée à 4,5 milliard \$ US. Néanmoins, le même scénario se reproduit suite à la crise financière déclenchée à cause de la chute du prix de pétrole il ya quatre ans. Devant une telle situation, des solutions urgentes doivent être proposées pour y remédier<sup>1</sup>. Le recours au financement non conventionnel est à la page dans le plan d'action du gouvernement algérien. Bien que, le niveau de la masse monétaire en circulation est très élevé, le taux de chômage avoisine les 11,7% et le taux d'inflation s'est établi à environ 5,6% en 2017.

L'Algérie est confrontée à des défis de taille en raison du ralentissement de son activité économique (ONS, 2016), impactant ainsi l'activité sociale. Le gouvernement algérien a déclaré le motif du recours à ce mode de financement et qui n'est pas une émanation du hasard. La première raison est expliquée par le faite que les avoirs du Fonds de

régulations des recettes qui ont culminé à plus de 5 000 milliards DA en 2012 ont été épuisés au début de l'année 2014 suite aux déficits budgétaires successifs. L'autre raison évoquée est liée au marché financier local qui n'est pas de taille à permettre au Trésor de s'y endetter d'autant plus que les banques de la place se retrouvent elles mêmes confrontées à une raréfaction des liquidités, ce qui ralentit le financement des projets d'investissements, même lorsqu'ils sont rentables.

Les autorités algériennes se voient donc, contrainte de recourir au financement non conventionnel étant donné que le recours à l'endettement extérieur est strictement prohibé par le président de la république et ce, pour éviter au pays d'être pris dans la spirale des emprunts à l'extérieur. En calquant le modèle importé des pays développés suite à la crise des subprimes de 2008, le gouvernement fait recours au financement non conventionnel où, l'opportunité sera offerte sur une durée maximale de cinq ans pour le Trésor Public de s'endetter pour financer le déficit budgétaire qui sera accompagné d'un ensemble de réformes économiques et financières permettant de rétablir l'équilibre.

Ainsi, des efforts importants sont déployés pour mobiliser davantage de recettes hors hydrocarbures, à améliorer l'efficacité et la gestion des dépenses publiques, ainsi qu'à élargir les réformes des subventions tout en protégeant les populations pauvres et encourager le développement du secteur privé et en améliorant le climat des affaires, en facilitant l'accès au crédit, ainsi qu'en renforçant la gouvernance, la transparence et la concurrence. Les autorités estiment également utile d'agir pour réduire l'inadéquation des qualifications, améliorer le fonctionnement du marché du travail, accroître le taux d'activité des femmes et continuer d'ouvrir l'économie au commerce extérieur et à l'investissement direct étranger (IDE).

### **1.1. La problématique**

Devant plusieurs avis contradictoires exprimant une réalité qui renseigne sur l'ampleur de la crise économique, financière et sociale en Algérie, on trouve l'opinion, qui est pour ce type de financement pour des raisons de protection de l'économie et la sauvegarde de la stabilité

financière du pays pour éviter le recours au FMI suite à la mauvaise expérience de l'ajustement structurel. D'autres, estiment que ce mode de financement n'est pas bon pour le citoyen qui se débat dans une précarité sociale insoutenable car le pouvoir d'achat de la majorité des algériens va s'éroder de façon exponentielle et il poussera beaucoup d'entre eux vers une pauvreté intenable. En effet, même si les grands pays tels que le Japon, les USA, la Grande Bretagne l'ont adopté, ils peuvent se prémunir des risques qui découlent en raison de leur forte monnaie et de la possession d'une monnaie alternative qui permet de parer à ce genre de risque économique et financier.

Notre intérêt est de chercher dans le contexte algérien des éléments de réponse à la question suivante : *en quoi consistent les réformes socio-économiques adoptées par l'Algérie suite à la stratégie de financement non conventionnel?*

## **1.2. L'objet de l'étude**

Il porte essentiellement sur les nouveautés apportées par la loi sur la monnaie et le crédit n° 17-10 du 11/10/2017 (loi relative à la monnaie et au crédit, 2017), la reprise des principaux indicateurs socio-économiques de l'Algérie sur la période 2010-2018 et l'exploration des nouvelles politiques adoptées sur cinq ans, durée du recours au financement non conventionnel.

## **1.3. La démarche méthodologique**

Notre étude est un mélange de littérature sur la question du financement non conventionnel et d'une étude empirique basée sur l'analyse des données recueillies au niveau de l'office national des statistiques (ONS), la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI).

## **1.4. Structure de l'étude**

Nous allons dans un premier temps, faire une revue de littérature sur le financement non conventionnel, reprendre ses origines et sa définition. Dans un deuxième temps, on présenterons l'évolution économique et sociale avant et après juin 2014, période qui a connu la chute drastique du prix du pétrole de 110 dollar US à 35 dollars US et enfin, retracer l'apport de la loi n° 17-10 du 11/10/2017 sur les réformes engagées pour réaliser le

développement socio-économique du pays.

## **2. Revue de la littérature sur le financement non conventionnel**

Selon les Anglo-Saxons, « the Dutch Disease », c'est le syndrome hollandais qui a touché l'Algérie dès les années 1970, autrement dit, en s'appuyant uniquement sur les hydrocarbures même si il y'a eu la volonté de construire des usines pour encourager les produits manufacturiers. Devenue ainsi, une société de consommation en 1986, l'année qui a connu le contre choc pétrolier qui a amené l'Algérie vers un programme d'ajustement structurel (PAS) et qui prônait l'ouverture de l'économie nationale. L'année 2000 a connu une hausse du prix du baril passant de 40 dollars US à 140 dollars US et la situation financière s'est nettement améliorée. Le pays reste dépendant aux recettes pétrolières, un fonds de régulation des recettes est créé pour faire face à d'éventuels situation de crises.

La conséquence directe du financement non conventionnel est l'augmentation de l'inflation à cause d'un apport important de liquidité. Les pays en développement subissent directement ce phénomène qui se répercute sur le pouvoir d'achat des ménages. (IRR, 2014), les autorités algériennes en adoptant cette démarche veulent éviter le recours au financement extérieur. L'expérience du PAS est toujours d'actualité en Algérie avec les conséquences du chômage que l'on connaît sur la population.

### **2.1. La définition du financement non conventionnel**

Les mesures non conventionnelles peuvent prendre des formes différentes, en fonction des priorités définies par les banques centrales<sup>2</sup> (la stabilisation des marchés financiers, la relance du crédit, la lutte contre la déflation), et aussi selon les caractéristiques des systèmes financiers (si le financement de l'économie s'effectue plutôt par les marchés financiers ou par les banques commerciales (ABC de l'économie, 2017).

(MEDDAH, 2017), expert financier et directeur général du cabinet RMG Consulting, une société de services financiers et de conseil aux entreprises, explique que « *le financement non conventionnel est un financement qui se fera directement entre la Banque d'Algérie et le Trésor*

*public via des prêts, des avances et de l'endettement. Nous sommes en train de basculer du FRR qui est une épargne chargée de compenser le déficit du trésor vers la Banque d'Algérie qui va le compenser par l'émission monétaire* ». Pour rappel, le mode de financement non conventionnel est une théorie néo-keynésienne (KHEFFACHE, 2017) qui anticipe sur l'accroissement de la demande à terme (investissement et consommation) mais il accélère le processus inflationniste en cas de rigidités structurelles et de non dynamisation du tissu productif. Raison pour laquelle le gouvernement a prévu des réformes<sup>3</sup>.

## **2.2. La définition de la planche à billet**

*« Il s'agit pour une banque centrale à créer de la monnaie en procédant à des achats massifs d'actifs financiers (notamment des obligations d'Etat). L'objectif recherché étant d'injecter des liquidités importantes dans l'économie de façon à stimuler l'activité et la croissance économique et à redresser le taux d'inflation pour éviter que l'économie ne tombe en déflation »* (GAUVIN, 2013).

## **2.3. Les mesures non conventionnelles des politiques monétaires**

En effet, dans le cas de dysfonctionnements des canaux de transmission des politiques monétaires d'un Etat donné, on peut distinguer trois grandes catégories de mesures non conventionnelles, susceptibles d'être combinées. Ces mesures visent respectivement à augmenter massivement la quantité de monnaie en circulation dans l'économie. On parle alors de « *quantitative Easing* » ou encore (assouplissement quantitatif, (CLERC, 2009), à agir sur la pente de la courbe des taux en s'engageant sur la trajectoire future des taux directeurs de façon à orienter les anticipations des agents et à débloquer les marchés de crédit en achetant directement des titres sur ces marchés afin de peser sur les primes de risque. On parle dans ce cas de « *crédit Easing* » ou bien, (assouplissement des conditions de crédit).

**Tableau 1. Mesures non conventionnelles des politiques monétaires**

<b>Objectifs et Mesures</b> ↓	<b>Achats de titres Publics</b>	<b>Achats de titres Privés</b>	<b>Engagements à maintenir les taux</b>
augmenter la quantité de monnaie dans l'économie	OUI	OUI si pas de stérilisation	NON
agir sur les anticipations d'inflation et la courbe des taux d'intérêt	OUI	OUI à travers les primes de risque	OUI
débloquer les marchés du crédit	NON	OUI	NON

Source : (AIT CHEIKH & FETTAHI, 2017).

Ce rapide panorama des mesures non conventionnelles et de leurs utilisations met en évidence la variété des instruments dont disposent les banques centrales pour conduire leurs politiques monétaires (NABOUSSI, 2018). Même lorsqu'elles ont déjà fortement réduit leurs taux d'intérêts directeurs et même lorsque les marchés ne fonctionnent plus ou que l'intermédiation bancaire se bloque, elles ont encore de puissants moyens d'actions pour influencer le coût de financement de l'économie.

**Tableau 2. Principales mesures non conventionnelles prises par la FED et la BCE**

<b>Mesures non conventionnelles</b>	<b>FED</b>	<b>BCE</b>
<b>Taux directeur</b>	entre septembre 2007 et décembre 2008, le taux des fonds fédéraux est ramené de 5,25% à une fourchette comprise entre 0 et 0,25%. En Janvier 2012, Ben Bernanke annonce que ce taux restera à ce niveau tant que le taux de chômage ne sera pas revenu aux environ	Après le relèvement de juillet 2008 à 4,75%, le principal taux de la BCE baisse de manière progressive jusqu'à 0,75% en juillet 2012 pour faire face aux risques déflationnistes, à la faible dynamique de l'activité économique et à la persistance de la contraction du crédit.

	de 6,5%.	
<b>Facilité de refinancement</b>	Pour faciliter le refinancement à court terme des banques et réduire les pressions à la hausse sur les taux d'intérêt qu'elles doivent payer, la FED a instauré le <i>Term Auction Credit Facility (TAF)</i> . Ainsi, elle a conclu des accords de swaps en dollars avec 14 banques centrales étrangères.	La BCE accroît le nombre et la taille de ses opérations de refinancement bancaire à long terme. En décembre 2011 et février 2012, la BCE refinance les banques à 3 ans. En deux temps, 489 milliards d'euros, et puis 529 milliards ont été injectés au total dans le système.
<b>Octroi de liquidité</b>	Mise en place d'un second dispositif destiné à procurer de la monnaie banque centrale directement aux investisseurs et aux émetteurs des principaux marchés financiers. Les bénéficiaires apportent au guichet de la FED des papiers commerciaux, des créances titrisées (crédits automobile, crédits étudiant...).	dés octobre 2008, les banques peuvent ainsi obtenir toutes les liquidités dont elles ont besoin.
<b>Opérations de marché</b>	Le troisième dispositif consiste en des achats de titres sur les marchés « <i>quantitative Easing</i> » (QE). Pour abaisser durablement les taux d'intérêt à long terme, la FED achète les titres du Trésor américain. Elle monétise ainsi la dette fédérale américaine.	Depuis juillet 2013, la BCE s'orienter vers une politique dite de " <i>Forward Guidance</i> " qui consiste à annoncer et à s'engager sur la trajectoire future du taux directeur. Par cet intermédiaire, la BCE souhaite accroître la transparence de son action.
<b>Fin du programme</b>	2014, avec comme conséquence gonflement du bilan de la banque centrale à l'actif qui s'élève à 4.509 contre 877 en 2006.	2014, avec comme conséquence gonflement du bilan de la banque centrale à l'actif qui s'élève à 2.600 contre 1.000 en 2007.

Source : (AIT CHEIKH & FETTAHI, 2017).

Au niveau des politiques non conventionnelles, on constate que les



mesures menées par les deux Banques Centrales sont différentes, (RIPERT, 2012). Cela, peut s'expliquer par le fait que les objectifs poursuivis n'étaient pas les mêmes, par la différence entre le cadre opérationnel des deux Banques Centrales, (KANGA, 2017), mais aussi, par les spécificités de financement externe des deux économies. Nous allons voir pour l'Algérie, les principaux indicateurs macro économiques pour la période de 2014 à 2023.

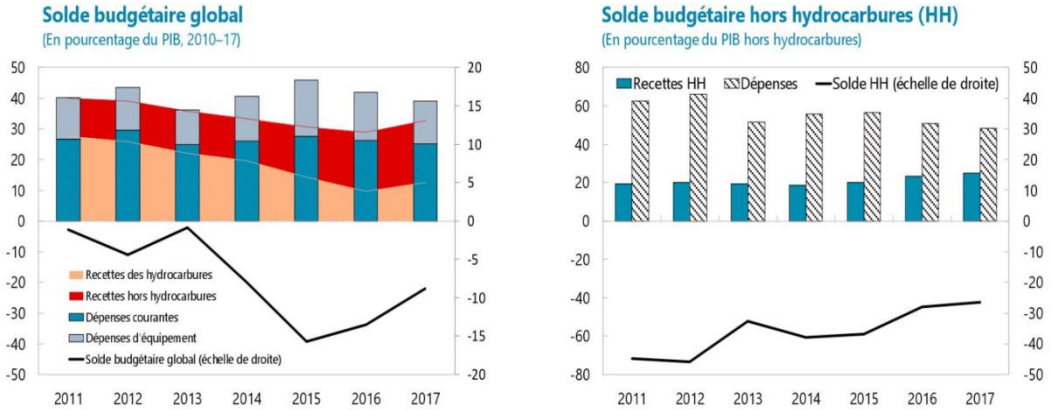
### **3. Analyse des principaux indicateurs macro économiques en Algérie 2014-2023**

Le rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie permet de faire le point sur les principales évolutions et politiques économiques. Ce rapport présente également les conclusions des travaux récents de la Banque mondiale en Algérie ainsi que celle du FMI. Ils les inscrivent dans une perspective à long terme dans le contexte international mais également du point de vue pays, (Decret exécutif, 2018) et évalue les implications de ces mutations ainsi que celles d'autres changements affectant les politiques publiques.

Son spectre va de la dimension macroéconomique aux indicateurs de bien-être et de développement humain, en passant par les marchés financiers. Il est destiné à un large public notamment, aux décideurs politiques, aux chefs d'entreprises, à la communauté des analystes et des professionnels intervenants en Algérie et aux participants aux marchés financiers, (BM, 2017).

Selon (KOUDRI, 2012) : « *dans un contexte de crise financière internationale, il apparaît nécessaire de s'interroger sur l'avenir du marché financier en Algérie dans la mesure où la contrainte financière est souvent avancée lors de la création et de la croissance des entreprises, conditions objectives du développement économique. Les nombreuses études tendent à prouver que ce dernier a besoin d'un marché financier actif et organisé ainsi que d'un marché bancaire fiable et crédible* ». En effet, nous allons essayer de présenter les principaux indicateurs socio-économiques de l'Algérie en raison de faire une succincte analyse:

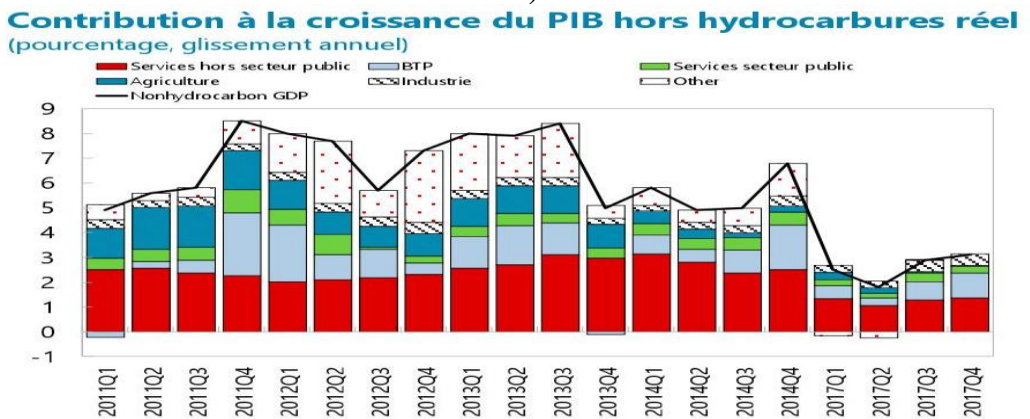
**Graphique 1. Évolution du solde budgétaire de l'Algérie (2011-2017)**



Source : (FMI, 2018, p. 14).

Un maigre ajustement budgétaire a été réalisé (FMI, 2018). Selon les estimations, le déficit hors hydrocarbures a diminué de moins de 2% du PIB hors hydrocarbures pour s'établir à 26,4% du PIB. Les dépenses globales ont été réduites de 1,3%. L'Etat a prouvé des difficultés de financement suite à l'épuisement, en début d'année 2014, de l'épargne placée dans le fonds de régulation des recettes pétrolières (FRR). L'Etat a fait recours depuis novembre à l'emprunt auprès de la banque centrale pour financer son déficit, ce qu'il a fait c'est 3% du PIB et 8,6% comme rachat des créances des entreprises publiques et le financement du fonds national d'investissement (FNI).

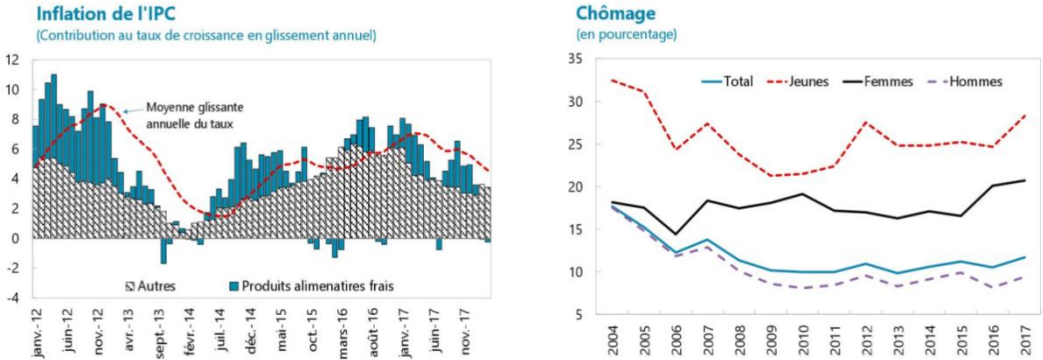
**Graphique 2. Croissance du PIB hors hydrocarbures réel en l'Algérie (2011-2017)**



Source : (FMI, 2018, p. 08).

La croissance du PIB réel a ralenti. La baisse de la demande Européenne de gaz et le quota de l'OPEP ont engendré une baisse de la production d'hydrocarbure (-3%). Le taux de croissance atteint 1,6% contre 3,3% en 2016.

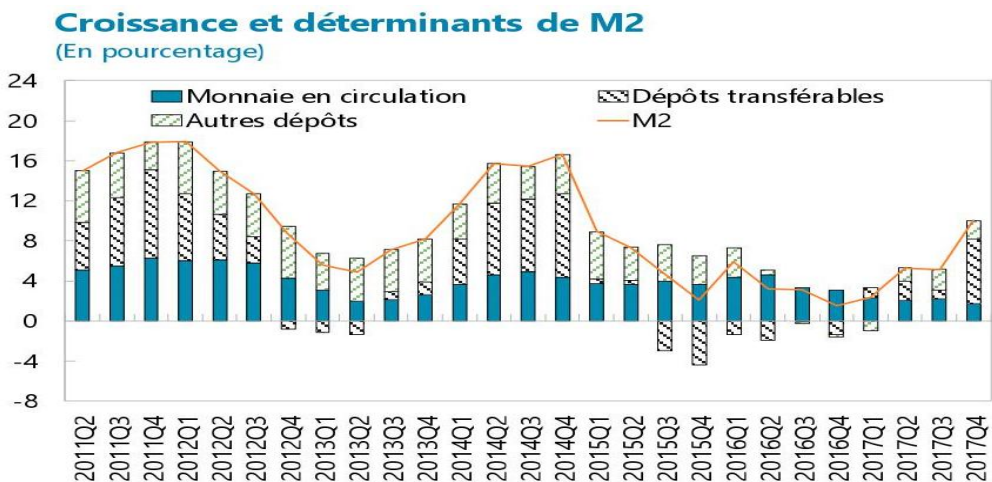
**Graphique 3. Évolution du taux d'inflation et taux de chômage, l'Algérie (2011-2017)**



Source : (FMI, 2018, p. 08).

Le taux de chômage était passé de 10,5% en 2016 à 12,3% en avril 2017 puis baisse légèrement à 11,7% en septembre 2017. Il est élevé chez les jeunes (28,3%) et chez les femmes (20,7%). Pour l'inflation il s'est établi à 5,6% en 2017 contre 6,4% en 2016 et dépasse l'objectif de la banque d'Algérie qui est de l'ordre de (4%).

**Graphique 4. Croissance et déterminant du M2 en l'Algérie (2011-2017)**



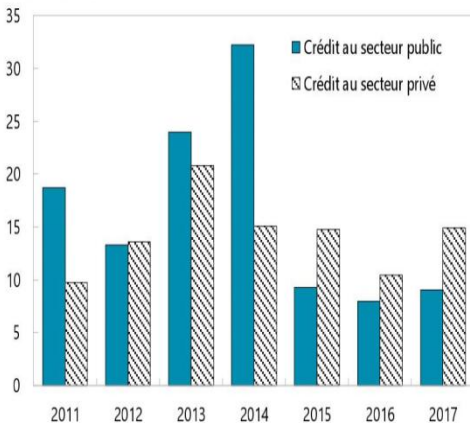
Source : (FMI, 2018, p. 10).

La croissance de la monnaie a connu un ralentissement en 2016 pour cause principale de la baisse des dépôts bancaires en dépit de la baisse des réserves obligatoires. Cette baisse est expliquée essentiellement, par la baisse de niveau des dépôts à vue au sein des banques commerciales et le trésor et qui résulte de la baisse des dépôts des secteurs hors hydrocarbure à savoir ceux des entreprises publiques. La croissance de la monnaie s'est accélérée en 2017, en raison d'une forte croissance des dépôts. Cette augmentation est justifiée par une évolution de la circulation fiduciaire et des dépôts auprès des CCP, (BOUAKEL & LABIAD, 2018).

**Graphique 5. Croissance du crédit, liquidités et taux d'intérêts, Algérie (2011-2017)**

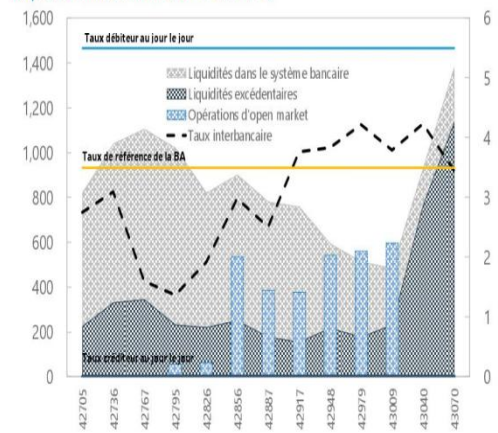
### Croissance du crédit

(En pourcentage)



### Liquidités et taux d'intérêt

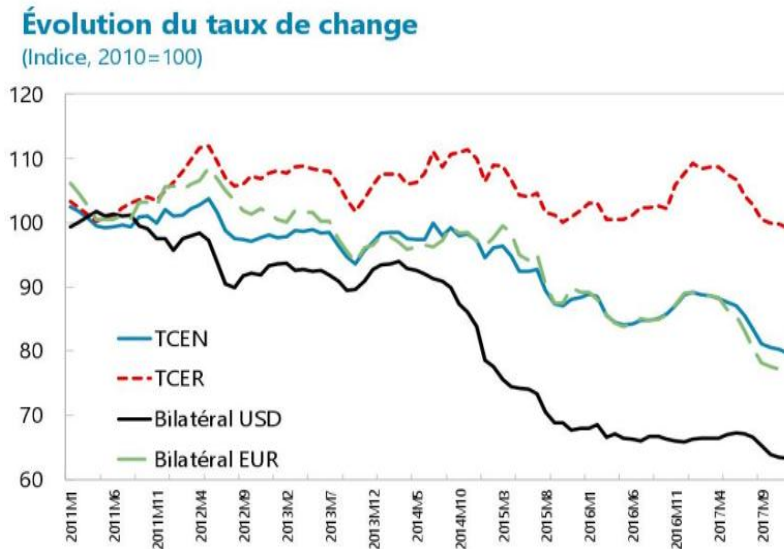
(Liquidités en milliards de DZD et taux en %)



Source : (FMI, 2018, p. 10).

La croissance du crédit à l'économie s'explique par les importantes injections des liquidités dans les systèmes bancaires réalisés à partir des tirages sur les (FRR), par les opérations de refinancement auprès de la banque d'Algérie, et par l'abaissement des réserves obligatoires (de 8% à 4%). Le durcissement des conditions de liquidité a entraîné la hausse des taux d'intérêts sur le marché interbancaire.

**Graphique 6. Évolution du taux de change en Algérie (2011-2017)**



Le taux de change effectif nominal et le taux de change effectif réel se sont dépréciés en 2017.

Source : (FMI, 2018, p. 10).

#### 4. Réformes pour une croissance durable et inclusive

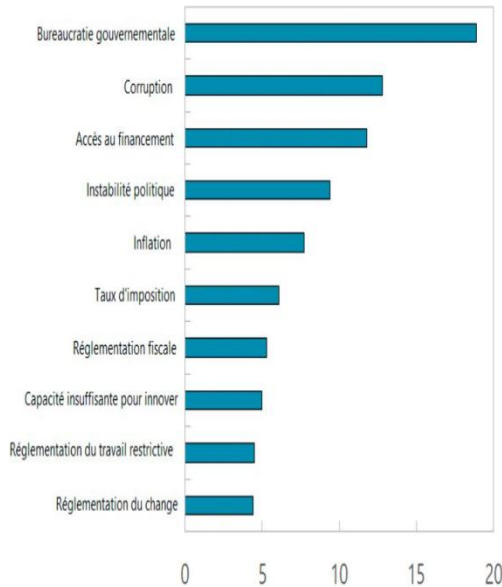
Il est crucial de mettre en place des réformes structurelles pour refondre le modèle de croissance du pays à travers la diversification de l'économie et l'encouragement de l'investissement dans le secteur privé qui connaît jusqu'ici beaucoup de blocages. Il est nécessaire de dresser un calendrier sur la base duquel les réformes seront classées par priorités et exécutées au fur et à mesure pour aboutir aux résultats escomptés. La mise en place des réformes doit être équitable et externalisée toutes formes d'inégalités comme suit :

##### 4.1. Renforcement de la gouvernance, la transparence et réduction du formalisme administratif

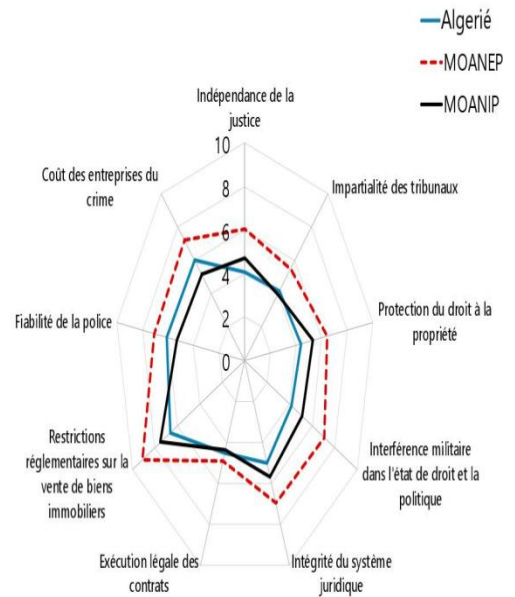
Nous allons voir à travers le graphe suivant les principaux problèmes rencontrés à la pratique des affaires et l'atteinte du système juridique :

**Graphique 7. Principaux obstacles à la pratique des affaires en Algérie**

**Principaux obstacles à la pratique des affaires**  
(Score pondéré du classement des 5 facteurs principaux par les répondants)



**Système juridique et droits de propriété**  
(10 = meilleur)



Source : (FMI, 2018, p. 21).

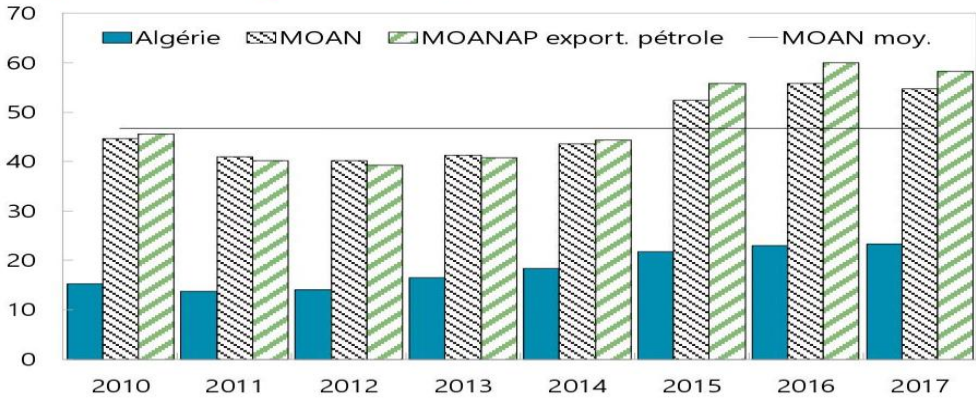
En Algérie, le secteur privé connaît plusieurs entraves, parmi elles, nous avons la corruption. Pour les administrations qui protègent le droit de propriété et le droit des contrats ont un manque flagrant de capacités, et ce, peut être justifié par la réticence d'informations publiées pour les indicateurs budgétaires et autres. La priorité de l'Etat, c'est de s'attaquer à ces questions en vue de rétablir la confiance entre les citoyens et les institutions par l'application stricte de la réglementation.

#### **4.2. L'amélioration de l'accès au financement**

Le secteur privé doit avoir une intention particulière.

**Graphique 8. Évolution des crédits au secteur privé en Algérie (2010-2017)**

**Crédit au secteur privé**  
(en pourcentage du PIB)



Source : (FMI, 2018, p. 21).

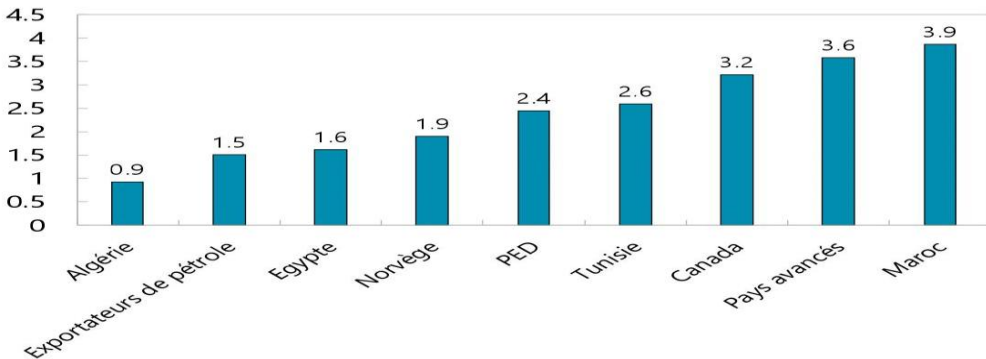
L'accès aux crédits bancaires est limité en Algérie et il est réservé en grande partie au secteur public. Des efforts doivent être fournis pour diversifier les sources de financement pour répondre aux besoins des PME. Il est crucial également de mobiliser l'épargne privée, promouvoir l'esprit d'entreprise et supprimer la bonification des taux d'intérêts en vu d'un meilleur rendement et d'un encadrement des dépenses budgétaires.

**4.1. L'encouragement des IDE en Algérie entre (2012-2016)**

Il concerne plusieurs secteurs

**Graphique 9. Encouragement des IDE en Algérie (2010-2017)**

**Investissement direct étranger entrant, moyenne 2012–16**  
(Pourcentage du PIB)



Source : (FMI, 2018, p. 22).

La décision de limitation des importations à contribuer à la hausse des prix des produits locaux. Elle permet également l'essor du marché informel (LATRECHE, 2009). Il est recommandé alors des assouplissements de la règle 49-51 pour encourager les investissements étrangers en Algérie, la révision des règles de la concurrence et des facilitations de transfert de technologie. Il est important aussi d'encourager les exportations hors hydrocarbures et la production nationale.

## **5. Conclusion**

La transition de l'économie algérienne actuelle a pour but à court et moyen terme de rétablir la stabilité macroéconomique, de relancer la croissance du PIB hors hydrocarbures et de créer des emplois, notamment, féminins et pour des jeunes. À plus long terme, l'objectif premier est de diversifier l'économie, surtout par l'encouragement de la production locale. La levée des entraves bureaucratiques et la lutte contre la corruption par l'application rigoureuse de la réglementation.

Par ailleurs, le défi à relever consiste à la stimulation de la concurrence entre les entreprises avec un rôle accru du secteur privé. Malgré des circonstances très défavorables, les autorités sont déterminées à faire avancer leur programme de réformes dans le cadre d'un processus bien échelonné et à un rythme modéré. Les réformes structurelles contribueront à encourager l'activité dans le secteur privé, à améliorer le climat des affaires, à moderniser le cadre de politique monétaire et à accroître l'efficacité du marché du travail.

Le financement non conventionnel engagé en Algérie depuis janvier 2018 suite à l'épuisement des fonds de régulation des recettes (FRR) a permis de faire face aux besoins de liquidité né de la nécessité du financement des différents secteurs de l'économie. Cependant, cette masse de liquidité engagée sur le marché va certainement entraîner des conséquences néfastes sur l'inflation qui reste un problème très important avec le chômage au niveau macro économique. En effet, le chômage et l'inflation sont les deux préoccupations majeures de la banque centrale. Cependant, le financement non conventionnel a permis le maintien des



niveaux des salaires des fonctionnaires et les retraités ainsi que le financement des subventions des produits de première nécessité.

## 6. Bibliographie

- ABC de l'économie. (2017). les politiques monétaires non conventionnelles. p. 01.
- AIT CHEIKH, M., & FETTAHI, I. (2017, Juillet). Consulté le 02 20, 2018, sur <https://revues.imist.ma/index.php?journal=REMFO&page=article&op=download&path%5B%5D=9572&path%5B%5D=5469?journal=REMFO&page=article&op=download&path%5B%5D=9572&path%5B%5D=5469>
- BM, G. d. (2017). *rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie*. NW Washington: 1818 H Street.
- BOUAKEL, M., & LABIAD, N. (2018). l'efficacité de la gestion de la masse monétaire dans le cadre du financement non conventionnel: étude analytique de la période 2011-2022. *revue des sciences financières, comptables et administratives* (09).
- CLERC, L. (2009, avril). les mesures non conventionnelles de politique monétaire. (04), p. 04.
- Decret exécutif. (2018). le mécanisme de suivi des mesures et réformes structurelles dans le cadre de la mise en oeuvre du financement non conventionnel. *JORA* (15).
- FMI, C. d. (2018). *consultations 2018 au titre de l'article VI avec l'Algérie*. FMI, département de la communication.
- GAUVIN, M. S. (2013). politique monétaire et secteur bancaire: instabilité financière et mise en évidence de nouveaux canaux de transmission. 20-50. Toulon-VAR-, Université du SUD, France.
- IRR. (2014). *pourquoi le financement non conventionnel est-il si utile?*
- KANGA, K. D. (2017). essai sur l'impact des mesures de politique monétaire non conventionnelle dans la zone Euro. Orléan, France.
- KHEFFACHE, K. (2017). le recours à la planche à billets fait courir un risque de scénario Vénézuélien en Algérie. *Maghreb Emergent*. Alger.
- KOUDRI, A. (2012). Le marché financier en Algérie: situation et

perspective. *Les cahiers du CREAD* .

- LATRECHE, A. (2009). évaluation de l'économie sous terrain en Algérie. *les cahiers du CREAD* (90).
- loi relative à la monnaie et au crédit. (2017, octobre 11). *Journal officiel de la république algérienne* , 02.
- MEDDAH, S. (2017, 09 07). *Algérie ECO*. Retrieved 12 20, 2017, from le financement non conventionnel permettra de rééquilibrer les finances publiques: <https://www.algerie-eco.com/2017/09/07/lexpert-souhil-meddah-financement-non-conventionnel-permettra-de-reequilibrer-finances-publiques/>
- MOUHOUBI, A. (2009). Booms pétroliers et basculement des rapports de force. *Les cahiers du CREAD* (87).
- NABOUSSI, N. (2018, 02 09). *Le financement non conventionnel avec une Algérie en zone franche*. Retrieved from [https://www.reflexiondz.net/Le-financement-non-conventionnel-avec-une-Algerie-en-zone-franche\\_a50279.html](https://www.reflexiondz.net/Le-financement-non-conventionnel-avec-une-Algerie-en-zone-franche_a50279.html)
- ONS. (2016). *activité, emploi & chômage*.
- RIPERT, M. P. (2012). les différentes politiques monétaires non conventionnelles: la BCE et la FED.

## 7. Renvois

<sup>1</sup> L'amélioration des recettes fiscales ordinaires n'est pas en reste. Il est ainsi prévu l'accélération du programme de réalisation des centres des impôts, la lutte contre la fraude fiscale et l'amélioration du recouvrement.

<sup>2</sup> C'est la Banque d'Algérie, en qualité de pourvoyeur de financement monétaire au profit du Trésor, qui est chargée d'assurer le suivi et l'évaluation de l'exécution des mesures et actions prévues au programme. La Banque d'Algérie désigne un comité composé de ses représentants et ceux du ministère des Finances.

<sup>3</sup> Le gouvernement envisage une réforme de la politique du logement, la rationalisation des importations de biens et services et la lutte contre la surfacturation des importations. La réforme de la finance et de la fiscalité locales, la réforme bancaire et financière et la réforme du marché du travail.